

Le 17 novembre 2020

OTTO DE HABSBURG ET NOTRE VISION DE L'EUROPE

J'ai eu la chance de connaître l'Archiduc Otto de Habsbourg-Lorraine. Je l'ai rencontré en 1989 au Parlement européen et nous avons noué des relations suffisamment proches pour qu'il me fasse l'honneur de me demander de préfacier la traduction française de ses *Mémoires d'Europe*.

Je garde en mémoire sa dernière intervention au Parlement européen. Il avait 91 ans. Il a improvisé debout pendant une demi-heure un exposé magistral. Puis il est venu me voir dans mon bureau pour défendre l'adhésion de la Croatie.

Que m'a apporté Otto ?

1 – La dimension historique de l'aventure européenne.

A partir du XVI^e siècle, l'Europe a conquis le reste du monde parce qu'il était le seul continent récalcitrant contre toute tentative impériale. Et que tous les empires extérieurs se sont repliés sur eux-mêmes, ou n'ont pas su régler leurs problèmes internes.

Mais aujourd'hui, le monde voit se moderniser la formule impériale. Le siècle appartient aux grands ensembles, unis ou multinationaux. La Hongrie, au cœur du continent, n'ayant pas la masse critique, a été le champ de bataille ou l'enjeu des rivalités des grandes puissances qui l'entouraient. Les Européens, et les Hongrois au milieu d'eux, sont menacés aujourd'hui de devenir des objets de l'histoire, et non plus des acteurs de leur propre histoire. Retrouver la maîtrise de notre destin collectif, c'est le sens de la lente, patiente, mais irrésistible construction politique européenne.

Un des souvenirs forts que je garde d'Otto est un déjeuner royal organisé autour de lui en 1990, à Bruxelles, par l'ancien Président français Valéry Giscard d'Estaing. Autour de la table il y avait : le roi Michel de Roumanie, au destin extraordinaire (prédécesseur de son propre père, avant de lui succéder), accompagné de la forte personnalité de sa fille Margareta ; Siméon de Bulgarie, au destin tout aussi hors du commun : il a 6 ans, il joue dans un arbre, lorsque son chambellan vient le chercher et lui dit : « Puis-je demander à votre Majesté de descendre de l'arbre où votre altesse était montée ? » - il comprend que son père est mort, faisant de lui le Tsar des Bulgares ; il devint ensuite Premier ministre pendant 4 ans au début du XXI^e siècle. Il y eut ce jour-là ce dialogue inouï entre Giscard et Otto. Giscard demande :

- *Monseigneur, durant les sept cents ans de notre Empire – il dit « votre Empire » comme si Otto lui-même avait régné pendant tout ce temps – quels ont été vos sujets les plus fidèles ?* Otto :

- *Les houssards hongrois et les Allemands des Sudètes. »*

2 – Le choix du futur.

Je n'ai jamais entendu chez lui, au P.E., un regret sur les traités de 1919. Ni sur le passé. Il ne s'agissait pas pour lui de réhabiliter l'Empire en se posant de nouveau les questions qui passionnent les historiens : que serait-il arrivé si François-Ferdinand n'avait pas été assassiné à Sarajevo ? Si son père Charles avait pu négocier une paix séparée au printemps 2018 ? Il ne

s'agissait pas non plus de revenir au pouvoir, comme Charles avait essayé de le faire à deux reprises, y compris militairement : Otto a décliné l'offre de candidature à la présidence de la Hongrie redevenue libre. Pour lui, notre mission commune était de bâtir l'union de l'Europe des temps modernes, en s'inspirant des enseignements du passé.

Nous ne parlions que de l'avenir. Je lui racontai la chute du mur de Berlin : j'ai eu la chance d'être présent à Berlin le 9 novembre 1989. Lui me raconta cette extraordinaire journée du 19 août 1990, quand le mouvement Paneurope, qu'il présidait, organisa à la frontière austro-hongroise, une rencontre qui permit à 600 Allemands de l'est de passer à l'ouest. Moins d'un mois plus tard, le 10 septembre, l'accord entre le vice-chancelier Mock et le Premier ministre Nemeth ouvrait officiellement la frontière.

II – QUELLE EUROPE ET POUR QUOI FAIRE ?

Etre fidèle à la mémoire d'Otto, c'est approfondir notre vision de l'Europe. Et préciser ce que nous attendons d'elle pour les vingt ans qui viennent. Vous avez bien choisi le moment : la *Conférence sur l'avenir de l'Europe* devrait commencer ses travaux au début de l'année prochaine, et la société civile est ardemment invitée à apporter sa contribution.

Où en sommes-nous ?

1 – Le projet se poursuit. Le long chantier de la construction politique de l'Europe. Nous inventons une organisation politique de type radicalement nouveau : une famille de peuples. La communauté de démocraties. Combinaison d'unité dans la diversité. Unis chaque fois que nécessaire, divers pour tout le reste. Cela est long. Au Moyen-Âge, fallait plus d'un siècle pour bâtir une cathédrale – et celle de Beauvais, près de Paris, s'est effondrée deux fois avant de tenir pendant huit siècles. Et dans les architectures politiques, il a fallu plusieurs siècles pour passer des monarchies féodales à l'Etat-nation. C'est d'autant plus long aujourd'hui, en Europe, parce que la démarche elle-même est démocratique : il n'y a pas d'avancée majeure sans unanimité des Etats, et même sans la double unanimité, celle des partis au pouvoir et celle des principaux partis d'opposition. Le caractère respectueux des souverainetés nationales est assuré par l'article 50 du traité de Lisbonne : la clause de divorce, que n'importe quel gouvernement peut déclencher n'importe quand, sans même avoir à la motiver.

Comprendre la gageure :

- Ce n'est pas l'échelle de temps de la vie politique – quelques années -, encore moins celle des médias ou des réseaux sociaux et des marchés financiers.

- A un âge de retour des émotions populaires, fantastiquement amplifiées par la caisse de résonance des réseaux sociaux, le projet ne peut mobiliser des émotions autres que négatives. Or il se fonde sur la raison et sur la foi.

2 – Bonnes nouvelles. Nous sommes tous en dépression nerveuse collective, mais il faut avoir – faut-il dire le courage ou, tout simplement, la bonne humeur de saluer les bonnes nouvelles. J'en vois au moins une demi-douzaine.

1)- L'Union a désormais des frontières durables. Le sujet n'est plus un débat. Les pays des Balkans occidentaux rejoindront à leur rythme. La Turquie n'a pas vocation à entrer dans l'Union.

2)- Avec le traité de Lisbonne, l'Union a des institutions qui lui permettent de conduire les politiques dont elle a besoin pour la décennie à venir. Le cadre institutionnel ne fait plus débat. C'est un cadre fédéral, mais avec des moyens qui s'apparentent plus à ceux d'une confédération.

3)- L'Union a résisté à toutes les crises. De chacune, elle sort même renforcée. Zone euro, aussi bien que l'hyper-crise de cette année. Face au Brexit, l'unité est restée sans faille et il y a aujourd'hui plus de Britanniques qui regrettent leur décision (60%) que de continentaux qui souhaitent les imiter.

4)- Les politiques européennes fonctionnent. Tous les pays en profitent et ceux qui avaient un retard dans le développement en sont les principaux bénéficiaires. On trouve, ici et là, des nostalgiques du passé, fasciste, communiste ou soviétique. Mais les faits parlent d'eux-mêmes. Le revenu par tête des Roumains est désormais 4 fois supérieur à celui des Moldaves. De même, alors qu'en 1990 la Pologne et l'Ukraine avaient un revenu comparable, aujourd'hui le revenu moyen polonais est 5 fois supérieur au revenu moyen ukrainien. Certes, la Moldavie et l'Ukraine ne sont plus des colonies russes, leur régime politique n'est plus communiste, mais leurs économies et leurs sociétés sont restées en marge du formidable effort de modernisation que nous avons tous accomplis, ensemble, au sein de l'UE : le grand marché de taille continentale, la libre circulation des personnes, des capitaux, des idées, l'émulation permanente, l'échange des enseignants et des étudiants.

Sans oublier les fonds de cohésion : décennie après décennie, les aides régionales européennes ont permis le rattrapage de ma région française du sud-ouest par rapport à la moyenne nationale, puis de l'Espagne par rapport à l'Europe du nord, puis de l'Europe centrale et des pays baltes. Aujourd'hui, les prix immobiliers sont plus élevés dans les villes de l'ouest de la Pologne, telles Szczecin et Gorzow, voire Poznan, que dans les villes allemandes de la rive gauche de l'Oder, dans le Brandebourg de l'ancienne Prusse.

5)- Enfin, contrairement à une idée reçue, le mode de gouvernance de l'Union, qui est fatalement complexe, est bien plus efficace que celui de beaucoup de pays. Combien d'Etats sont paralysés par la faiblesse de leur majorité parlementaire ! Voyez l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas. La comparaison entre le Congrès des USA et le P.E. n'est pas favorable à celui-là. Deux grands projets de loi sous Obama (régulation bancaire Dodd-Frank et Obamacare), un seul sous Trump (réforme fiscale), alors que l'UE traite les grands sujets contemporains : le RGPD, moqué outre-Atlantique, a fait des émules dans 120 pays et dans la majorité des Etats des USA. L'OMC, le TPI, l'accord de Paris sont nés d'initiatives européennes. Tout comme, ce qui est moins connu, l'accord nucléaire avec l'Iran, dont Trump est très maladroitement sorti et que Biden va probablement réintégrer. Je voudrais ici rendre hommage aux députés européens du Fidesz, qui ont voté tous les grands textes de la législature précédente.

3 - Cela acquis, comment affronter les problèmes d'aujourd'hui ?

Tous nos pays ont à faire face aux mêmes défis, qui sont tous : sans précédent ; immédiats ; durables ; parfaitement compris par nos opinions publiques ; et insolubles sans l'Europe, c'est-à-dire sans, soit un leadership, soit au moins une étroite coordination européenne. Passons-les rapidement en revue.

1. La pandémie.

Nous avons à Stockholm une Agence européenne de la prévention et la lutte contre les maladies contagieuses. Sous-dotée. L'Union a groupé les commandes de matériel de protection, et fait de même aujourd'hui pour les vaccins ; avec une coordination très pragmatique, partant des pays qui disposent de laboratoires pharmaceutiques : Allemagne, France, Italie, Allemagne.

Mais il y aura d'autres pandémies (la grippe aviaire reprend déjà). Et surtout d'autres dangers, qui sont eux parfaitement prévisibles : la résistance bactérienne aux antibiotiques. Sans oublier les fléaux permanents : cancer, cœur, cerveau. Chaque pays gardera son système de santé, mais on va standardiser les autorisations de mise sur le marché des médicaments, on a besoin d'assurer l'autonomie européenne sur les produits ou équipements indispensables, on

met en pool la recherche, on facilite la circulation des médecins et des malades. (Le fils de mon meilleur ami a fait toutes ses études de médecine à Budapest). Tous les médecins et tous leurs malades y sont déjà favorables.

2. L'hyper-crise économique.

L'Union est déjà venue en aide à ceux de ses membres qui avaient été les plus affectés par la crise de 2008. A commencer par la Hongrie, la Roumanie et la Lettonie, qui s'étaient endettées en monnaies fortes. Cette fois, l'aide européenne est massive et elle a un double mérite : elle soulage les finances publiques des pays en grave difficulté, grâce à des subventions non remboursables. Et elle leur permet de continuer à emprunter aux taux les plus bas de toute la planète. Mais, de même que le déconfinement sanitaire sera progressif, la sortie de la torpeur économique prendra du temps et exigera la poursuite de l'effort.

3. Les menaces contre notre sécurité.

Le premier « acquis communautaire », le miracle en fait, c'est la paix. Nous sommes maintenant vaccinés contre la guerre, mais nous sommes les seuls. Pour d'autres acteurs très proches, la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens.

Nous avons vécu depuis 75 ans à l'ouest, et depuis trente ans à l'est, dans l'idée que les Etats-Unis nous protégeraient à jamais de tout type d'agression militaire. La ministre allemande de la défense AKK vient de le redire. C'est un comportement d'autruche. Sur ce sujet essentiel pour nous, notre sécurité militaire, les Présidents Obama et Trump nous ont dit la même chose. Mais comme Obama le disait gentiment, on ne retenait que la gentillesse du ton, et comme Trump le disait dans l'injure, on considérait que le ton disqualifiait le contenu. Tout heureux de recevoir un Président qui n'est plus Trump, il ne faudrait pas que les Européens persistent à ne pas entendre ce que tout le monde, dans tous les partis et dans toutes les administrations, répète de l'autre côté de l'Atlantique : l'Europe n'est plus la première ligne de défense de la sécurité des Etats-Unis. Celle-ci est désormais dans le Pacifique. Dans ces conditions, dit-on à Washington, pourquoi nos contribuables américains financeraient-ils la défense de l'Europe plus que les Européens ne le font eux-mêmes, alors que leur niveau de vie est équivalent au nôtre, et parfois supérieur ? Ce sentiment est unanimement partagé chez les Sénateurs qui siègent à la *Commission des Affaires étrangères* : son Président actuel représente l'Idaho, dont la principale richesse est la pomme de terre. A la *sous-commission sur l'Europe et la coopération régionale en matière de sécurité*, le Président vient du Wisconsin, surtout riche de l'exploitation forestière, et le vice-président est un élu du Wyoming – un Etat dont le revenu par habitant est inférieur de moitié à celui de l'Irlande, et dont la principale richesse, le charbon, n'a pas vraiment d'avenir.

Nous avons déjà pu en mesurer les conséquences. Les Etats-Unis n'ont réagi, ni à l'agression militaire russe de la petite Géorgie en 2008, ni à l'annexion de la Crimée en 2014. Sur l'Ukraine, les accords de Minsk ont été passés, au nom de l'Europe, par la chancelière allemande et le président français, en l'absence étonnante et inquiétante du Président des Etats-Unis – qui n'était pas Trump. En 2020, Washington n'a même pas la capacité ou la volonté de dissuader son vieil allié turc d'acheter des missiles russes, d'attaquer la Turquie par Azerbaïdjan interposé, de redécouper les zones maritimes en Méditerranée orientale, et d'intervenir militairement en Libye. Certes, il est probable qu'une attaque militaire massive contre un pays européen, membre ou non de l'OTAN, obligerait les Américains à réagir, mais les dirigeants russes ou turcs sont trop malins pour agir aussi grossièrement. On l'a vu il y a plusieurs années avec les cyberattaques contre la petite Estonie.

Autre menace concrète déjà présente au cœur de beaucoup de villes européennes : le terrorisme islamiste. Si l'on reprend un à un les attentats qui ont ensanglanté Madrid, Londres,

Paris, Nice, Bruxelles, beaucoup de villes allemandes, Vienne, on se rend compte après coup que, si la police nationale en charge avait reçu toutes les informations dont disposaient ses collègues des autres pays européens, ces attentats auraient pu être évités. Europol et Eurojust doivent devenir les équivalents européens du FBI et des cours fédérales pour ce qui concerne la grande criminalité transfrontalière, y compris les trafics d'armes, de drogue et d'êtres humains.

Nous avons besoin d'une politique de défense et de sécurité commune. Evidemment en bonne entente avec l'OTAN. Mais dont la responsabilité première soit européenne.

4 – La défense de l'économie européenne dans la guerre froide économique mondiale.

Depuis 1990, les valeurs européennes (paix, liberté, défense de la personne humaine, état de droit, indépendance des nations, recherche de solutions pacifiques à tous les conflits, multilatéralisme) avaient inspiré l'organisation et l'action de toutes les institutions internationales. La Chine et les Etats-Unis de Donald Trump ont menacé de revenir à la situation antérieure à 1939 : celle des seuls rapports de force, de la loi de la jungle, du « darwinisme mondial ». Ne survivent que les plus forts. Les grandes multinationales, notamment dans le numérique, s'inspirent de la même philosophie.

Nous y perdrons notre indépendance, notre liberté, et finalement notre âme. Or, si les Etats-Unis de Joe Biden devraient revenir à ces valeurs, le rapport de forces continuera de prévaloir dans bien des domaines. Prenons deux exemples dans des domaines majeurs.

- Une loi déjà applicable sous Obama permet à l'administration américaine de sanctionner toute entreprise étrangère, où qu'elle soit basée, travaillant en dollars, qui n'appliquerait pas la loi américaine. Pour avoir financé une exportation vers l'Iran alors frappé d'embargo, la plus grande banque française s'est vue condamnée à payer une amende de 8 milliards d'euro par un tribunal américain.

- Une loi « républicaine » de 2018 oblige toute entreprise stockant des données sur le sol américain ou dans un *cloud* américain à les mettre à la disposition des services de renseignement US à la demande.

L'Union est déjà une puissance commerciale incontestable. Sa capacité de négociation et la compétitivité de ses entreprises lui ont permis de négocier des accords commerciaux « gagnant-gagnant » avec la plupart des pays des autres continents. En 2019, là où les Etats-Unis avaient un déficit commercial de 400 milliards \$, l'U.E. a dégagé un excédent de 50 milliards, avec d'ailleurs des résultats meilleurs en Hongrie qu'en France. Le seul vrai déficit commercial de l'Europe est avec la Chine.

Mais la compétitivité de demain se décide aujourd'hui. Il y a dix ans, l'Europe a su participer à la reconstruction de l'architecture financière mondiale pour sauver son système monétaire et ses banques : nous en touchons tous les bénéfices aujourd'hui, où, seule notre capacité d'endettement nous sauve de la misère absolue. Nous devons maintenant compléter les règles commerciales et financières mondiales par un **accord sur le respect des souverainetés juridiques** : il faut faire acter l'impossibilité pour un Etat d'appliquer son droit en dehors de son territoire, sauf avec l'accord des pays concernés et sous condition de réciprocité. Ce principe s'applique globalement pour les personnes physiques (droit international privé), il doit aussi se traduire pour les personnes morales.

5 – La gouvernance d'internet et les règles applicables tant aux matériels qu'aux services de la Toile ne peuvent plus être laissées au bon vouloir des Etats américain et chinois et à celui de leurs multinationales. Il en va de même pour la fiscalité du numérique. Comment se fait-il

que les bénéficiaires d'Apple réalisés en Hongrie soient comptabilisés en Irlande où ils échappent à toute forme d'impôt ?

6 – La protection de l'environnement au niveau mondial. La biodiversité, et la lutte contre le changement climatique et ses effets. La preuve a été faite, avec les accords de Paris de 2015 : c'est l'obstination de l'UE qui a fait bouger les deux grands pollueurs, la Chine et les Etats-Unis.

Il faut compléter cette action par **la gestion des ressources rares**. Un inventaire des terres rares, indispensables à l'industrie numérique, des minerais ou autres produits rares (tels les principes actifs des médicaments) doit être entrepris en Europe et à l'échelle de la planète. Et un dispositif doit être mis en place pour que les pays qui en sont riches n'abusent pas de leur situation dominante. Par exemple, dans quels domaines, à quel niveau, avec quels partenaires (Etats, entreprises) peut-on envisager la constitution de stocks stratégiques ?

7 – Enfin, il y a la politique migratoire.

La politique migratoire de l'UE est un échec. Mais il n'y a pas d'alternative durable à une politique migratoire commune. Et une politique qui dépasse de beaucoup la seule garde des frontières, évidemment nécessaire.

Je me suis opposé en 2015 au règlement européen de répartition automatique des réfugiés syriens entre les 28 selon des critères mathématiques. La nouvelle proposition de la Commission est un progrès, mais elle a encore un défaut. Le problème n'est pas pris à la racine. Pour cela, il faut regarder plus haut et plus loin.

Nous sommes en face de deux problèmes différents.

Il y a les flux de réfugiés quittant un pays en guerre : la Bosnie au milieu des années 90, la Syrie en 2015. Ce sont des mouvements violents, spectaculaires mais exceptionnels. Et assez largement réversibles : la plupart des Bosniaques sont rentrés chez eux une fois la guerre civile finie.

Et il y a les flux réguliers de migrants qui cherchent un avenir ailleurs, faute d'en trouver un satisfaisant chez eux. Et là, le problème est d'une tout autre nature. Pour être moins violent dans l'immédiat, il est beaucoup plus durable. Il provient, pour l'essentiel, de l'explosion démographique du continent africain. Un Français qui parle d'Afrique est toujours soupçonné d'être hanté par le passé colonial de son pays ou d'être sous la pression de la diaspora africaine parmi ses électeurs. Mais ce que je vais dire-là n'a rien à voir avec le passé de la France et tout à voir avec l'avenir de l'Europe.

L'Afrique comporte 54 Etats. Aucun n'est une démocratie stable. Les 4/5 figurent parmi les pays les plus pauvres du monde, et les autres dépendent totalement de ressources minières ou agricole - pétrole, fer, cuivre, café, cacao. Les recettes en sont très aléatoires, et elles sont généralement confisquées par le parti ou le clan au pouvoir.

Prenons l'exemple des pays voisins et longtemps ennemis, l'Erythrée et l'Ethiopie.

Le dictateur qui dirige l'Erythrée avait transformé son pays en une prison à ciel ouvert, dans laquelle les jeunes étaient astreints à un service militaire obligatoire de dix ans. C'est la fuite des jeunes Erythréens qui a déclenché il y a une dizaine d'années l'exode d'Africains entre la Libye et l'île italienne de Lampedusa. L'exode s'est tari de lui-même : le pays n'avait que 7 millions d'habitants.

Jusqu'à l'été dernier, l'Ethiopie était considérée comme la « *success story* » de l'Afrique. C'est le seul pays africain à n'avoir jamais été colonisé. Sa capitale, Addis-Abeba, a été choisie comme siège de l'Union africaine. Au cours des dix dernières années, le pays a

connu une croissance à la chinoise, malgré l'absence de ressources naturelles. Enfin, le Premier ministre élu en 2018 a conclu la paix avec le voisin d'Erythrée, mettant fin à un conflit vieux de trente ans : il a reçu pour cela le prix Nobel de la paix. Or, voilà que, depuis quelques semaines, le même Premier ministre laisse basculer son pays dans une guerre civile dans la région du Tigré. Or, l'Ethiopie compte 110 millions d'habitants et sa fécondité est telle que ce chiffre va doubler dans les vingt ans qui viennent. Si ce pays ne retrouve pas rapidement la stabilité, il ne faut pas être très imaginatif pour deviner quelles en seront les conséquences pour nous !

La grande faiblesse de l'Europe est son vieillissement. De l'autre côté de la Méditerranée, l'Afrique est la jeunesse du XXI^e siècle. Quand mon père est né, l'Europe représentait un cinquième de la population mondiale, et l'Afrique seulement un vingtième. L'Afrique était un continent vide. Et, selon les mœurs de l'époque, l'Europe a colonisé l'Afrique. Quand mon fils aîné aura mon âge, 1 être humain sur 5 sera africain, et 1 sur 20 européen : les proportions se seront renversés en seulement trois générations – un phénomène jamais connu dans l'histoire. La seule ville de Lagos, au Nigéria, est deux fois plus peuplée que toute la Hongrie. Question : quelles seront les mœurs de cette époque-là ?

Et c'est pourquoi notre avenir dépendra d'abord de la manière dont nous saurons gérer nos relations avec l'Afrique. Ou bien, nous restons spectateurs, commentateurs, et nous subissons. Ou bien nous inventons un mode de coopération inédit, aidant, non seulement le développement, mais la stabilisation politique de ces pays, transformant la menace potentielle d'une jeunesse africaine frustrée, impatiente et turbulente, en un formidable atout de dynamisme et d'inventivité pour l'ensemble de l'Eurafrrique. La tâche historique des Européens de la fin du XX^e siècle était de rassembler les anciens ennemis héréditaires dans une famille européenne commune. La tâche de notre temps est de faire preuve d'autant de vision, d'audace et d'imagination pour inventer, non une maison commune, mais un partenariat entre notre Europe unie et l'Afrique en construction.

CONCLUSION : LA RECONCILIATION DES MEMOIRES

J'ai voulu être fidèle à l'esprit d'Otto von Habsbourg : je n'ai parlé que de l'avenir.

Mais pour lui être tout-à-fait fidèle, il faut aussi ne pas oublier le passé. Notamment pour en chasser tous les fantômes. Je prendrai un seul exemple : l'enfance douloureuse de la Macédoine du Nord.

En 1991, la Macédoine est devenue indépendante sous le nom d'Ancienne République yougoslave de Macédoine. A sa naissance, elle n'avait que des voisins hostiles : la Serbie contestait son indépendance, l'Albanie sa composition, la Bulgarie sa langue et la Grèce son nom. On a connu des enfances plus faciles.

L'année dernière, un accord particulièrement courageux des Premiers ministres grec et macédonien a mis fin à un litige de trente ans sur le nom du pays : ce sera la Macédoine du Nord. Le fantôme d'Alexandre le Grand peut retrouver son tombeau, dont les archéologues ont, hélas, perdu la trace en Egypte.

Malheureusement, au début de cette semaine, la Bulgarie a mis son veto à l'ouverture des négociations d'adhésion de la Macédoine du Nord avec l'U.E. Motif : le refus persistant de Sofia de reconnaître l'existence d'une langue macédonienne différente du bulgare ; et, la présentation, dans les manuels d'histoire macédoniens, de Gotsé Deltchev, héros de la lutte anti-ottomane au début du XX^e siècle, comme un précurseur de l'indépendance macédonienne ;

alors que les Bulgares le considèrent comme le héros de la lutte pour le rattachement de la Macédoine au jeune royaume de Bulgarie.

On pourrait citer d'autres exemples. Cela montre que **la réconciliation des mémoires est absolument nécessaire pour consolider la réconciliation entre nos peuples**. L'enseignement de l'histoire à l'école n'est qu'un élément de la mémoire nationale, mais c'est un élément essentiel. C'est pourquoi, à mon initiative, la France a proposé au Conseil de l'Europe la création d'un Observatoire européen de l'enseignement scolaire de l'histoire. Après un an de négociations sur le rôle et le statut précis, cet Observatoire a été créé la semaine dernière, le 12 novembre, à Strasbourg. 17 pays ont décidé d'en faire partie immédiatement. Nous sommes en contact étroit avec le gouvernement hongrois, dont j'ai accepté les amendements, et j'ai bon espoir que la Hongrie rejoigne rapidement les pays fondateurs.

Mettre le passé au service du futur : c'est la raison d'être de la Fondation Otto de Habsbourg. C'est pourquoi je me réjouis de cette occasion d'échanger et de voir comment nous pouvons travailler ensemble sur les grands chantiers de l'avenir européen.